

Kerry : «Assad “doit partir” mais le calendrier est négociable»

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry a réitéré, samedi à Londres, que le Président syrien Bachar al-Assad devait partir, tout en indiquant que le calendrier restait à déterminer dans le cadre de négociations pour résoudre le conflit en Syrie.

«Cela fait un an et demi que nous disons qu'Assad doit partir mais le calendrier et les modalités doivent être décidés dans le cadre du processus de Genève», a déclaré John Kerry après une rencontre avec son homologue britannique Philip Hammond.

«Cela n'a pas besoin d'être dès le premier jour, ni le premier mois. Il y a un processus selon lequel toutes les parties doivent se retrouver et conclure un accord sur comment cela peut être obtenu», a-t-il ajouté.

«Nous sommes complètement d'accord avec cela», a de son côté affirmé Philip Hammond. «Assad doit partir, il ne peut pas faire partie de l'avenir à long terme de la Syrie mais les modalités et le calendrier doivent

faire partie d'une discussion sur une solution politique qui nous permette d'avancer et d'éviter davantage de souffrances humanitaires.»

«Nous sommes prêts à négocier», a poursuivi le secrétaire d'Etat américain. «Assad est-il prêt à négocier, à vraiment négocier ? La Russie est-elle prête à l'amener à la table des négociations et à trouver la solution à cette violence ?»

«Jusqu'à maintenant Assad a refusé d'avoir une discussion sérieuse et la Russie a refusé de l'amener à la table des négociations», a regretté John Kerry. Le secrétaire d'Etat américain s'est par contre réjoui de la volonté russe de concentrer ses efforts sur le combat contre l'organisa-

tion de l'Etat islamique (EI) en Syrie, au lendemain de l'annonce de l'ouverture de discussions militaires entre les Etats-Unis et la Russie.

«Nous nous en félicitons et nous sommes prêts à essayer de trouver les moyens d'éliminer l'EI le plus rapidement et le plus efficacement possible», a déclaré John Kerry.

Les ministres de la Défense américain et russe, qui n'avaient encore jamais eu de contact direct depuis l'arrivée d'Ashton Carter en février, se sont parlés vendredi sur la Syrie et ont convenu de poursuivre ces discussions à l'avenir. Dans un contexte de montée en puissance militaire russe en Syrie, il s'agit d'éviter tout malentendu ou incompréhension débouchant sur un incident militaire entre les forces russes et les avions ou les drones de la coalition menée par les Etats-Unis. Washington s'alarme depuis des semaines du renforcement de l'aide russe au régime du Président Bachar Al-Assad, alors que les



Le secrétaire d'Etat américain John Kerry.

Américains pilotent depuis un an une coalition internationale contre le groupe EI. «En raison de l'engagement de

Russie, la situation en Syrie est de plus en plus compliquée», a souligné M. Hammond samedi.

BURKINA

Médiation africaine à Ouagadougou où la tension reste vive

Les présidents sénégalais et béninois poursuivaient hier leurs consultations au Burkina Faso après s'être longuement entretenus la veille avec le général putschiste Gilbert Diendéré, dans l'espoir de permettre au pays qui devait aller aux urnes en octobre de reprendre rapidement «sa marche vers la démocratie».

Ces entretiens se déroulaient dans un hôtel de Ouagadougou, où la tension reste importante.

Dans la capitale, où les appels à la «désobéissance civile» se sont multipliés, les maisons de deux anciens proches de l'ex-président Blaise Compaoré - Simon Compaoré, ancien maire de Ouagadougou, et Salif Diallo qui ont tous deux rejoint les rangs de l'opposition en 2014 - ont été saccagées dans la nuit de vendredi à samedi.

Seuls quelques marchés et magasins avaient rouvert samedi matin. Mais la plupart des stations essence et des banques restaient fermées.

Le président de l'Assemblée du régime renversé, Cherif Sy, avait appelé vendredi la population à la mobilisation, tout comme le mouvement «Balai citoyen», en pointe dans le soulèvement populaire contre M. Compaoré l'an dernier.

Le Cadre de concertation des partis politiques (CCPP), qui réunit les partis de l'ancienne opposition à Blaise Compaoré, exige, lui, le maintien des élections prévues en octobre, sous peine de «désobéissance civile».

Le RSP, unité d'élite de l'armée forte de 1 300 hommes dirigée par le général Diendéré, a pris le pouvoir jeudi en accusant les autorités d'avoir dévoyé le régime de transition post-Compaoré, notamment en excluant des élections d'octobre les partisans de l'ex-homme fort.

Aller aux élections «dans la paix»

Arrivés la veille au Burkina, le Président sénégalais Macky Sall, président en exercice de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), ainsi que son homologue béninois Thomas Boni Yayi devaient rencontrer hier samedi des membres de l'opposition, des syndicats ainsi que des hauts gradés militaires.

Ils devaient également s'entretenir avec le président du régime de transition du Burkina Faso, Michel Kafando, libéré jeudi soir après avoir été séquestré par les putschistes.

Les deux chefs d'Etat africains devaient également revoir samedi

Gilbert Diendéré, qui a multiplié auprès d'eux les gages de bonne volonté.

«Nous voulons tout simplement avoir des propositions pour aller aux élections dans la sérénité et dans la paix, et faire en sorte que les résultats soient incontestés et incontestables», a assuré M. Diendéré sur TV5 Monde

vendredi soir. M. Sall, lui, a appelé vendredi en fin de soirée à lancer «une dynamique de réconciliation nationale, de pardon, arrêter la violence, faire en sorte qu'un schéma accepté par tous et bien entendu de la communauté internationale, puisse permettre au pays de se repositionner dans sa voie et dans sa marche vers la démocratie».

En attendant, l'Union africaine a annoncé vendredi la suspension du Burkina Faso ainsi que des sanctions à l'encontre des putschistes, frappés d'une interdiction de voyager et d'un gel des avoirs dans tous ses Etats membres.

Des milliers de migrants cherchant désespérément à gagner l'Europe du Nord étaient bloqués hier dans les Balkans de l'Ouest, la Croatie, la Hongrie et la Slovaquie se les renvoyant, divisées face à cet exode qui ne tarit pas.

Marchant à travers champs, des centaines de migrants continuaient d'arriver depuis la Serbie en Croatie, devenue la nouvelle route de leur exil depuis que la Hongrie a verrouillé sa frontière.

Budapest a annoncé hier avoir achevé la pose d'une clôture de barbelés sur 41 km de sa frontière avec la Croatie, le reste des 330 km étant délimité par la rivière Drave, difficile à traverser.

La Hongrie avait déjà érigé une telle clôture sur les 175 km de sa frontière avec la Serbie, et veut aussi en construire une autre sur une partie de sa frontière avec la Roumanie, à l'est.

Après avoir ouvert sa porte aux migrants, Zagreb a annoncé vendredi avoir atteint son point de saturation, avec l'arrivée de plus de 17 000 personnes en trois jours.

Les autorités croates ont reconnu vouloir forcer la main à Budapest en renvoyant les migrants en autocar et en train vers la frontière hongroise.

Le Premier ministre croate Zoran Milanovic a prévenu que son pays, qui n'appartient pas à l'espace Schengen, continuerait à acheminer les migrants à la frontière avec la Hongrie, qui a accusé Zagreb d'encourager les migrants à franchir «illégalement» la frontière.

«La Croatie ne deviendra pas le centre de réfugiés de l'Europe», a-t-il prévenu. Vendredi, la Croatie a acheminé quelque 4 400 migrants en Hongrie, par autocar ou par train.

Samedi, des dizaines d'autocars étaient stationnés du côté hongrois de la frontière.

Les migrants, dont de nombreux réfugiés syriens, viennent de Grèce après une périlleuse traversée

depuis la Turquie pour la plupart. Leur longue marche les conduit à la Macédoine puis la Serbie, d'où ils tentent de gagner l'Allemagne et d'autres pays d'Europe occidentale.

À la belle étoile

Les migrants ont également afflué vers la Slovaquie voisine, qui fait partie de l'espace Schengen.

Les autorités slovènes tentaient difficilement samedi de canaliser les flots de migrants arrivant par centaines de Croatie.

Selon la télévision nationale croate HRT TV, un millier de réfugiés ont passé la nuit à la belle étoile au poste-frontière de Bregana, entre la Croatie et la Slovaquie.

Au petit poste-frontière voisin d'Harmica, à une vingtaine de kilomètres de la capitale croate Zagreb, des dizaines de migrants étaient massés samedi matin sur le pont marquant la frontière, exigeant que la police slovène les laisse entrer, a constaté l'AFP.

La Slovaquie est prête à accueillir «jusqu'à 10 000» réfugiés si ceux-ci lui présentent une demande d'asile, a déclaré l'ambassadeur slovène en Allemagne, M^{me} Marta Kos Marko, dans une interview au quotidien régional *Rheinische Post* parue samedi. Vendredi soir, la police slovène a dispersé avec des tirs de gaz lacrymogène un groupe de plusieurs centaines de migrants qui cherchait à forcer sa frontière avec la Croatie.

Selon la police slovène, 1 287 migrants étaient entrés dans le pays jusqu'à vendredi minuit, dont 483 Afghans, 470 Syriens et 126 Irakiens.

Vendredi, le Premier ministre Miro Cerar avait déclaré que, si la pression continuait, son pays pourrait envisager des couloirs de transit vers l'Autriche.

La police hongroise a indiqué que jusqu'à vendredi minuit, 209 963 réfugiés avaient traversé la frontière hongroise, dont 200 973 à partir de la Serbie, et 7 993 à partir de la Croatie.

Quant à l'Autriche, elle a accueilli 6 700 migrants en provenance de Hongrie dans la nuit de vendredi

A Bobo Dioulasso, la fronde couve

A Bobo Dioulasso, deuxième ville du Burkina Faso, réputée pour son esprit frondeur, les habitants ont fait savoir qu'ils ne se plieraient pas aux ordres des putschistes. Militaires, gendarmes et policiers y restent confinés, dans une sorte de neutralité bienveillante. «On n'a pas d'armes mais nous sommes là. Nous voulons montrer au RSP que nous sommes mobilisés. Un groupe ne peut pas prendre en otage 16 millions de personnes, a expliqué à l'AFP Sanon Issiaka, un acteur de la société civile, président du mouvement des Jeunes en Vert,

devant un énorme camp militaire. Le Burkina Faso a connu depuis son indépendance en 1960 de nombreux coups d'Etat militaires. Le général Diendéré avait joué un rôle clé dans le putsch de 1987 qui avait porté au pouvoir Blaise Compaoré et s'était soldé par la mort du Président Thomas Sankara. Brusquement passé de l'ombre à la lumière, le général Diendéré, qui nie être téléguidé par son mentor et ancien chef Blaise Compaoré, a promis d'organiser «rapidement» des élections. On ignore où se trouve l'ex-président, qui réside habituellement en Côte d'Ivoire voisine depuis son exil forcé.

Un milliard d'euros pour la Turquie?

L'évolution de la crise migratoire dans cette partie de l'Europe maintient la pression sur l'UE, dont les dirigeants se retrouvent mercredi à Bruxelles pour tenter de surmonter leurs divisions.

Un haut responsable de l'UE a affirmé samedi que l'Europe devrait encourager les personnes fuyant la guerre en Syrie à demeurer dans les pays voisins en aidant les pays d'accueil.

Visitant un centre d'accueil des migrants à la frontière de la Macédoine, le commissaire à l'Elargissement de l'UE, Johannes Hahn, a précisé qu'il proposait notamment d'allouer à la Turquie, qui a accueilli plus de deux millions de réfugiés syriens, «jusqu'à un milliard d'euros», pour l'aider à «faire face à ce défi».

En Grèce, les gardes-côtes ont retrouvé samedi le corps d'une fillette syrienne de cinq ans, après le naufrage d'une embarcation venant de Turquie.

Déjà vendredi, le corps d'une petite Syrienne de quatre ans a été retrouvé sur le rivage tuc, rappelant l'image du petit Aylan devenu un symbole du drame des migrants.

La multiplication des naufrages a poussé quelque 2 000 migrants, pour l'essentiel des réfugiés syriens, à tenter de gagner la Grèce par la frontière terrestre avec la Turquie.

Mais ils étaient toujours bloqués samedi aux abords de la ville d'Edirne (nord-ouest), la police turque leur barrant l'accès à la frontière.

Et en Méditerranée, un total de 2 281 migrants tentant la traversée vers l'Europe depuis les côtes libyennes ont été secourus samedi au cours de huit opérations différentes, ont annoncé les gardes-côtes italiens, ajoutant qu'une dizaine d'autres opérations de sauvetage étaient encore en cours.